
PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

P.K.L.S.

LA VERTICALITE : Une exigence de notre combat, celui de Marcel MANVILLE

Ce numéro de PATRIYOT est le dernier de l'année.

Au contraire de la quasi totalité des peuples de la planète, notre pays rentre dans cette nouvelle phase de son histoire en étant toujours dépendant, assisté, colonisé et privé de son droit à disposer de lui-même.

Au regard de cette réalité, les gesticulations de maints politiciens martiniquais autour de leur nouveau apôtre ou « Papa blanc » JOSPIN, sont pour le moins dérisoires. De même, les déclarations du premier ministre français contre l'indépendance de notre patrie s'inscrivent dans la suite logique de la présence française dans notre pays depuis trois siècles et demi à nous dénier notre qualité d'homme puis de peuple. Sans oublier qu'elle est conforme à la position historique de la social démocratie française qui, du Vietnam à l'Algérie, a toujours privilégié la carotte et le bâton.

Dans le même temps, cette fin d'année est la date du 40ème anniversaire de ce que les historiens présentent comme le quasi acte de naissance de la lutte contemporaine de libération nationale de notre peuple, à savoir les événements de Décembre 1959.

Depuis 40 ans, que de chemin parcouru ! Du balbutiement de la

question nationale avec la revendication de l'autonomie en 1960 par le PCM à aujourd'hui, que les assimilationnistes de tous bords le veuillent ou non, il existe dans notre pays un réel et puissant mouvement patriotique. L'histoire avance inexorablement.

L'avenir appartient à l'émancipation et la participation de notre peuple à la construction d'une Caraïbe unie.

Il n'y a pas d'autres voies sinon celles de la servitude et de l'assistanat. Nous le disons clairement. Tous les aménagements du système colonial sont voués à l'échec et les années passées le démontrent clairement. Aujourd'hui, le colonialisme est essoufflé. Voilà pourquoi il cherche une nouvelle réforme. Il serait criminel et dangereux de lui donner la chance de faire croire que sa réformette pourra changer quelque chose. Ceci explique notre condamnation claire et sans ambiguïtés du rapport Lise/Tamaya. Nous nous réjouissons que cette position soit commune à toutes les forces de progrès de notre pays.

Mais l'essentiel et le défi de l'heure n'est plus de critiquer le colonialisme. Il fait lui même et quotidiennement la démonstration de son incapacité à répondre aux aspirations de notre peuple.

L'essentiel est :

- L'UNITE des forces patriotiques car aucune n'est capable seule de vaincre le pouvoir français et qu'en l'état du rapport de force, nous ne pouvons nous relancer dans des luttes intestines.

- L'ELABORATION D'UNE ALTERNATIVE INDEPENDANTISTE. Il nous faut clairement mettre sur pied un programme pour une Martinique Souveraine de demain et emporter ainsi l'adhésion de notre peuple et sa jeunesse.

- LE REFUS DE TOUT COMPROMIS. Et ceci tant avec les békés que le pouvoir colonial. Dans son histoire, notre peuple a toujours été trahi par des leaders de Lagrosillière à Bissère en passant par Césaire. Aujourd'hui, pour bâtir la confiance, notre peuple doit avoir des hommes et des femmes prêts à tous les sacrifices non pour un hochet ou un strapontin mais pour le faire entrer dans l'âge adulte.

Voici donc notre boussole.

Le PKLS se bat pour que demain nos fils et filles ne nous disent pas, qu'avez vous fait de notre pays ? Et que nous soyons honteux. Non, nous voulons créer les conditions pour qu'enfin « *on puisse nous regarder et les regarder à hauteur d'homme !* »

CONFLITS SOCIAUX :

quelques leçons

Les conflits sociaux de ces dernières semaines ont marqué à plus d'un titre. Par leur durée bien sûr, exceptionnellement longue mais aussi par les enseignements qu'ils dégagent.

UNE COALITION PATRONALE POUR CASSER LES TRAVAILLEURS

Il est aujourd'hui établi que les travailleurs en lutte se sont heurtés non pas seulement comme c'est généralement le cas à leurs patrons, mais bien à une coalition patronale qui avait décidé de s'épauler pour casser les syndicats considérés comme des empêcheurs d'exploiter tranquillement.

Chez Roger ALBERT, comme à la CCIE - TOYOTA ou chez DELIFRANCE, les patrons de ces entreprises en ont fait une affaire de principe :

- Refuser dans un premier temps tout dialogue,
- Faire traîner les conflits
- Accroître les difficultés matérielles des travailleurs en grève pour mieux les mater et leur enlever par la suite toute idée de revendiquer et de s'organiser dans l'entreprise.

Tout y passé : mépris affiché envers les travailleurs, campagne de calomnies contre les dirigeants syndicaux, attaques judiciaires contre les grévistes, recours à des bandes de malfrats pour faire régner leur loi, appels répétés à la répression, campagne médiatique d'intoxications des martiniquais. Malgré ce déchaînement de violence, les travailleurs en lutte ont tenu bon. Mieux, leur résistance a suscité un vaste mouvement de solidarité dans diverses couches de la population. Les gestes de solidarité ont été nombreux.

UNE SOLIDARITE EXEMPLAIRE

Ceux qui, à longueur de journée s'acharnent à présenter les martiniquais comme des bons à rien, des individualistes forcenés... en ont été pour leurs frais. On aura rarement vu dans notre pays se développer un tel élan de solidarité envers des travailleurs en lutte contre les licenciements. Des travailleurs ont volontairement, consciemment perdu des journées de travail pour défendre d'autres travailleurs menacés de licenciement par un patronat revenchard.

Au delà de l'ampleur qu'a pu prendre ce mouvement de solidarité, l'important, l'essentiel c'est qu'il a existé et qu'il est porteur d'espoir pour les luttes à venir.

Aux nostalgiques de l'esclavage, aux apprentis fascistes de savoir que leurs mauvais coups ne passeront plus et qu'il se heurteront désormais à la détermination et à la solidarité grandissante des travailleurs martiniquais.

HONTE AUX ELUS LARBINS DES BEKES !

Les travailleurs martiniquais qui en doutaient, encore, ont pu voir de quel côté penchaient bon nombre d'élus. Du côté du patronat béké bien entendu. N'écoulant que leur conscience d'élus aux ordres, ils ont multiplié les appels à la répression anti-ouvrière mêlant leur voix à ceux

qui hélaient au rétablissement de « l'Etat de droit » - Au fait que font ils, que disent -ils quand le patronat viole à longueur de journée le droit social dans les entreprises ?

QUELLE FARCE ! LES BEKES PARLENT D'ETAT DE DROIT !

Il est plaisant de voir les békés parler d'état de droit quand pour défendre leur banane ils ont organisé le blocage de l'aéroport. Ne paralysaient-ils pas à cette occasion l'économie ?

Et quand ils ont occupé le Conseil Général ? et quand, ils ont déversé des tonnes de banane à la Préfecture et à la Maison des syndicats ? et quand ils ont occupé le Fort Saint Louis et tenter de prendre d'assaut un navire militaire ?

Quand hier ils se drapaient dans l'état de droit avec leur code noir qui codifiait l'esclavage et les tortures à infliger aux esclaves : c'était bien leur état de droit. De quel droit parlent ils aujourd'hui, celui d'exploiter sans limite, celui de se comporter en maître absolu, celui de dilapider les terres agricoles ?

Les travailleurs en lutte ont su leur signifier la réponse qui convenait en renforçant leur solidarité contre les licenciements et le respect du droit syndical.

SOLIDARITE EPI TRAVAYE ! Ansanm, Ansanm

L'ETAT FRANCAIS DEFAILLANT

Le passage de l'ouragan Lenny est venu nous rappeler de manière brutale que la manière d'utiliser notre terre n'est pas la plus intelligente : Des routes à reconstruire, des maisons rasées, des plantations détruites, des dizaines de familles sinistrées. Plus loin de nous, au Guatemala, au Mexique, en Turquie, en Chine, au Japon, les dégâts sont énormes tant en vies qu'en matériel. Depuis quelques temps, il semble que la nature se soit déchaînée. On nous a expliqué qu'il s'agissait du phénomène « El Niño ». Aujourd'hui, on nous dit que c'est « La Niña » ; rien ne semble arrêté cet enchaînement de catastrophes.

Les plus superstitieux et les sectes de toutes sortes nous expliquent que ce sont les signes avant-coureur de la « fin du monde ». Comme ce plaisantin, grand couturier, capitaliste averti mais stupide qui avait prédit la quasi disparition de Paris au mois d'août 1999 !

On voit apparaître ici et là des pratiques d'un autre âge. Ceux-ci donnent toutes leurs économies pour racheter leurs fautes, ceux-là se déclarent sauveurs, passeurs pour un « au delà meilleur ». L'ignorance et la misère aidant, nos compatriotes sont nombreux à tomber dans les nasses de ces profiteurs.

Pourtant, quand on se penche sérieusement sur la question, on se rend compte que, si les phénomènes naturels peuvent être destructeurs, leurs conséquences peuvent être limitées, moins graves avec des politiques appropriées, pensées pour le développement de l'Homme dans son environnement. C'est le contraire qui se fait actuellement. Des pratiques qui permettent l'enrichissement d'une petite partie de

l'humanité sur le dos de la grande majorité et dilapident les ressources naturelles. Il suffit de voir la situation de notre pays, sous domination coloniale, avec l'aide de la caste des békés, pour avoir une idée des politiques qu'il ne faut pas faire !

L'Etat et bon nombre de nos brillants élus, électoralisme oblige, se gardent bien d'évoquer autre chose que la nature pour expliquer tous ces désastres. Le préfet Bellion, moins intéressé par un score électoral, s'est un peu « lâché » récemment, en disant que Lenny avait mis de l'ordre. Il est clair que si les dégâts concernaient les luxueuses villas de Cap Est au François, il se serait gardé de telles déclarations. Mais comme les victimes sont des gens de condition modeste de la côte Caraïbe, il peut se permettre de dire avec arrogance que les gens n'ont pas à habiter là. Nos courageux maires, qui n'ont jamais rien dit sur ces maisons situées sur des zones à risques, proposent aujourd'hui de nouveaux logements mais ailleurs. Pourtant ils savaient pertinemment les risques encourus. De même, ils ont fermés les yeux sur les constructions qui se font un peu partout, sans autorisation et qui ne respectent aucune norme. Ils attendent que le prochain tremblement de terre fasse le ménage. D'ici là, ils auront été réélus en remerciement de leur silence. C'est ce clientélisme que nous ne cessons de dénoncer. D'ailleurs, certains de ces élus, par ignorance et par incompétence, construisent eux-mêmes en dépit du bon sens. On voit mal ces gens interdire à leurs administrés des choses qu'ils s'auto-risent allègrement !

Il est évident que, si on ne peut pas tout prévoir ni tout contrôler,

les techniques et les connaissances actuelles permettent de se prémunir contre un certain nombre de risques et d'épargner ainsi des vies humaines.

Si on ne sait pas prévoir un raz de marée, on sait qu'on peut éviter que les habitations ne soient touchées en les construisant, par exemple, suffisamment loin du rivage. On est capable de faire des digues qui amortissent le choc des vagues avec des blocs de béton appropriés.. Mais ça coûte moins cher de prélever des pierres sur une autre zone et de faire une barrière qui, non seulement n'arrêtera rien mais augmentera la puissance du phénomène.

Une conception du tourisme, déconnectée de la réalité du pays, fait qu'on construit des hôtels les pieds dans l'eau comme cela se fait ailleurs. Du coup, ce n'est plus « les pieds dans l'eau » mais c'est « on dort dans l'eau ». Aujourd'hui, l'aménagement du littoral, cette zone frontière entre la mer et la terre, est pensé par des gens plus soucieux de leurs profits que du devenir de nos côtes.

On sait que la Martinique est une zone à risques sismiques élevés mais on se garde d'informer la population sur les dangers encourus. Du coup, on encourage les constructions sauvages puisqu'il « n'y a pas » de risques. Mais on -les représente de l'Etat- prévoit, de manière clandestine, de faire venir des sacs spéciaux pour les prochaines victimes. Après chaque secousse importante, certains politiques ont beau jeu de dénoncer « le peu de civisme des Martiniquais » qui ne construisent pas selon les normes. Pourtant, ces gens, élus pour la plupart, ont un devoir d'in-

formation et de conseil auprès de leurs administrés. Il peuvent même interdire ces constructions. Les yeux rivés sur la date des prochaines échéances électorales, ils ne voient que des futurs électeurs avec qui il ne faut surtout pas se fâcher. Alors tant pis pour le danger...les vivants enterrerons les morts.

Des plantations de bananes ont été ravagées. On entend des békés demander un signe fort aux politiques pour savoir s'ils doivent continuer ou non à produire des bananes. On sait pourtant, à commencer par les békés, que la banane martiniquaise, telle qu'elle est produite n'a aucun avenir. Elle est même dangereuse pour la qualité de nos sols. Mais ces messieurs, qui en réalité s'en foutent complètement, et de la banane et de la Martinique, ont trouvé ainsi une manière d'avoir de nouvelles subventions.

Donnez nous de l'argent sinon on met dehors les ouvriers agricoles et, ils osent dire que ce sont eux, les patrons, qui prennent des risques. Les mêmes qui ferment les yeux sur les constructions sauvages votent des subventions pour, di-

sent-ils de manière hypocrite, sauver des emplois. En réalité, toujours à cause de ces foutues élections, ils subventionnent avec l'argent public des gens qui vont financer leurs campagnes électorales.

Les techniques modernes, peuvent libérer l'homme et la femme des tâches ingrates ou difficiles. Dans les mains de gens sans autres intérêts que leur enrichissement personnel, elles deviennent des freins au développement. C'est ainsi des machines agricoles et des produits comme les engrais ou les insecticides.

Par exemple, les travailleurs de la terre savaient, grâce à des sillons (senyen) canaliser l'eau progressivement, perpendiculairement aux pentes.. Aujourd'hui, on fait des caniveaux à coups de tracteurs pour faciliter le passage des véhicules agricoles, et à la moindre pluie, les rues se transforment en rivière. Les produits divers et variés, toxiques sont amenés directement dans nos rivières où les espèces (lòch, téta, bouk...) ont pratiquement disparu.

La mer des Sargasses s'est remplie ainsi de milliard de sacs plasti-

ques. On devine facilement les conséquences sur les espèces qui y vivent.

La liste des politiques néfastes est longue. On pourrait parler des transports, des vaches folles européennes, des vaches américaines vérolées, du poulet belge à la dioxine, de l'effet de serre qui réchauffe la planète, des tonnes d'ordures qu'on ne sait pas comment éliminer. Bon nombre de catastrophes sont les résultats, directs ou non, de politiques qui ont choisi l'argent, le profit et l'exploitation de l'homme comme base de la société. C'est contre tout cela que nous au PKLS nous nous battons. Les larmes de crocodiles, la charité-business qui envahit les écoles n'y changeront rien. Il nous faut nous organiser et nous battre pour imposer d'autre choix, pour construire une société nouvelle, plus solidaire et juste. C'est la seule alternative. C'est ce chemin que nous vous proposons de prendre ensemble.

Nous partisans de l'indépendance, ne devons pas nous cacher que la tâche est difficile mais en même temps exaltante. »

Marcel MANVILLE

Il y a 1 an, le 2 décembre 1998, notre camarade et frère de combat Marcel Manville nous quittait. Il nous manque toujours autant mais son combat, notre combat continue.

Lonè èk rèspe !



« C'est ainsi qu'au cours de ma carrière, je n'ai jamais dévié de ce choix fondamental : défendre l'homme menacé où qu'il se trouve et répondre présent à chaque fois que ma patrie, la Martinique, et mes compatriotes, étaient en danger. »

Marcel MANVILLE

L'HEURE DE LA RESPONSABILITE SONNE

Les oracles du gouvernement français doivent parler à propos de l'avenir de leurs colonies. Ils préparent un loi d'orientation. La classe politique est en attente de la bonne parole et de la décision des maîtres. Que dira JOSPIN, que fera JOSPIN, que gardera JOSPIN du rapport LISE - TAMAYA, que retiendra t-il de son dernier voyage en Martinique et en Guadeloupe ? Bref, que décidera le papa blanc pour ses sujets des colonies d'Amérique et de l'océan indien ?

Pour infantiliser et déresponsabiliser un peuple on ne saurait mieux faire, une fois de plus. Les gouvernants français montrèrent qu'ils entendent se comporter en parfaits colonialistes, décidant, régentant tout. Le seul droit qu'ils reconnaissent à nos peuples colonisés c'est celui de dire « merci » et d'approuver ce que eux auront décidé pour nous et souvent contre nous.

Ces gens qui se gargarisent du mot « démocratie » se comportent en réalité en purs despotes.

Quelques exemples :

Où est la démocratie quand on foule aux pieds la volonté des élus guyanais clairement exprimée pour ce qui concerne l'évolution institutionnelle de leur pays ?

Où est la démocratie quand on ignore l'aspiration grandissante de nos peuples à décider du sort de leur pays ?

Où est la démocratie quand on missionne 2 parlementaires (LISE et TAMAYA) pour rédiger un rapport dont le contenu et les limites sont fixés à l'avance ?

Où est la démocratie quand on achète (aux frais du contribuable) des sondages bidons pour « prouver que dans le fond les peuples des dernières colonies n'aspirent à rien d'autre qu'à « aménager » la décentralisation » ?

Où est la démocratie quand on feint de consulter des gens et qu'on ne tient aucun compte de leur avis ?

Où est la démocratie quand des technocrates parisiens préparent une loi d'orientation sur l'outre mer

pour pérenniser un système pourri de domination coloniale ?

Heureusement les martiniquais sont de plus en plus nombreux à comprendre qu'il est grand temps que cela change.

L'heure de la responsabilité sonne. A nous d'abattre les obstacles, à nous de crier notre refus de la perpétuation de la domination coloniale française

A nous de signifier notre volonté de vivre en femmes et en hommes libres sur notre terre enfin libérée de la domination coloniale.

A nous de manifester notre détermination d'exercer notre totale souveraineté pour construire une Martinique Caribéenne ouverte sur le monde.

Ni JOSPIN, ni ses partisans, ni la cohorte de politiciens assimilationnistes démonétisés n'y changeront rien.

« L'heure de nous même sonne ».

*Kouté pou tann,
Tann pou konpwann !*

**Tou lé jédi
8 tè pou 9 vè OSWÈ
PKLS ka bay lavwa
Asou RFA 93.6 èk 105.9**

tél : 51.04.22

40 ans après...

Décembre 59 toujours vivant

1959 : *La poudrière* n'attend pour exploser qu'une étincelle.

A la Martinique, la crise économique et sociale est profonde. L'arrogance coloniale et patronale se manifeste cyniquement. Le racisme est présent. Le feu couve.

Dans le monde, la conférence de Bandoeng (avril 1955) permet la dislocation de grands empires coloniaux. L'empire colonial français perd l'Indochine après la défaite militaire de Dien Bien Phu. Depuis 1954, le Front de Libération Algérien se bat militairement pour l'indépendance de l'Algérie. La révolution cubaine triomphe par les armes le 1er janvier 1959, et jouit d'une sympathie enthousiaste.

L'étincelle : une altercation entre un Martiniquais et un Français, place de la Savane à Fort-de-France. Le gérant français d'un hôtel de la place demande l'intervention des CRS, casernés au Fort Saint Louis, à proximité.

L'explosion : les CRS interviennent avec brutalité contre les badauds attirés par l'incident initial. Les jeunes en particulier, repoussés, en colère, se réunissent, reviennent armés seulement de pierres. Le préfet français ordonne l'intervention de la police et déclare le couvre-feu. Pendant trois jours et trois nuits la bataille fait rage. Trois jeunes sont tués par balles, ROSILE, BETZI et MARAJO, il y a des dizaines de blessés parmi les manifestants.

Les partis politiques sont dépassés, et prennent du temps pour réagir car ils ne sont pas prêts à prendre le relais. Ils signent avec l'Evêque un appel au calme. Le couvre-feu est levé.

Le Conseil Général, seule assemblée à l'époque est réuni en toute hâte. Sous la pression populaire présente à la séance, il vote une motion demandant le

retrait des CRS et une plus grande participation du peuple martiniquais à la gestion de leurs affaires.

La gauche martiniquaise classique présente alors sous des formes diverses l'autonomie ou l'autogestion.

Le gouvernement français et le pouvoir colonial remplacent les CRS par les gardes mobiles. Le BUMIDON (Bureau des Migrations des DOM) est institué pour organiser le départ des Martiniquais vers la France. Le Service Militaire Adapté organise l'arrivée de larges contingents français, tout en expédiant de nombreux Martiniquais vers la Guyane ou l'Allemagne pour éviter qu'ils se solidarisent avec leurs compatriotes en cas de nouveaux troubles. L'avocat Georges GRATIANT est poursuivi pour son discours «sur trois tombes». Le Vice-Recteur Alain PLENEL est muté d'office en France. Dufond, Guitteaud, Mauvois et Nicolas sont révoqués pour motifs politiques, suite à l'ordonnance du 15 octobre 1960. L'hebdomadaire « Justice » est saisi de nombreuses fois avant même l'impression. Les gardes mobiles, éléments de pointe de l'ordre colonial interviennent avec violence lors de manifestations populaires.

En 1963, douze dirigeants de l'OJAM (Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise) sont arrêtés, emprisonnés et déportés en France, pour le mot d'ordre « la

Martinique aux Martiniquais ». Le statut de département d'outre-mer est utilisé pour perpétuer la domination coloniale.

La seule réponse reste la rupture avec la départementalisation, la libération nationale et sociale de la Martinique. Un état Martiniquais indépendant et souverain, l'instauration de rapports avec les autres états du monde sur la base des intérêts mutuels ; l'émancipation sociale des travailleurs et des masses, le développement économique dirigé à la Martinique par les Martiniquais eux-mêmes.

Les organisations indépendantistes, et parmi elles, le PKLS, ont à quelques différences près, les mêmes orientations. Quant à nous, au PKLS, nous n'excluons aucune voie et aucun moyen, nous inspirant par là de l'histoire des luttes de la Martinique en général et de Décembre 59 en particulier, dans la mesure où des conditions favorables existent dans le monde, dans notre continent, dans notre zone caribéenne. Comme est indispensable aussi la prise de conscience des masses dans leur organisation, dans leur capacité de mobilisation et de révolte pour libérer la Martinique, notre patrie.

PATRIYOT

Directeur de la publication : J. P. ETILE

Dépôt légal : décembre 1999

P.K.L.S. - BP 1086

Fort-de-France CEDEX

Imprimerie FLAP